

LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER DANS LES COM DU PACIFIQUE

Trois catégories d'établissements de crédit¹ sont implantées dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique : les banques affiliées à la Fédération des banques françaises (FBF), les sociétés financières et les institutions financières spécialisées.



¹ La liste nominative et les caractéristiques des établissements de crédit installés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique sont présentées en annexe.

4 CHAPITRE

66 L'organisation bancaire

68 L'activité bancaire



L'ORGANISATION BANCAIRE

Dix-sept établissements de crédit sont installés dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique, dont dix en Nouvelle-Calédonie, six en Polynésie française et un seul à Wallis-et-Futuna. Par ailleurs, les Offices des Postes et des Télécommunications (OPT) exercent une activité de services financiers en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Le secteur bancaire demeure assez concentré. On compte ainsi trois banques en Polynésie française, cinq en Nouvelle-Calédonie et une à Wallis-et-Futuna. Les sociétés financières sont également relativement peu nombreuses (trois à Papeete et cinq à Nouméa) et sont toutes filiales des banques locales (ou appartiennent au même groupe que ces dernières), à une exception près¹.

Outre le réseau bancaire local, certains établissements de crédit situés hors de la zone d'émission interviennent régulièrement dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Les principaux d'entre eux sont l'Agence française de développement (AFD), Dexia (anciennement CLF - Crédit local de France), la Société de gestion des fonds de garantie d'outre-mer (SOGEFOM, anciennement SOFOTOM), la Caisse d'aide sociale de l'Education nationale (CASDEN), Natixis, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Caisse des dépôts et consignations² (CDC).

Sur l'année 2009, la couverture bancaire dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique est demeurée stable en termes de guichets (149 guichets au total, dont 75 en Polynésie française, 72 en Nouvelle-Calédonie et 2 à Wallis-et-Futuna) mais s'est densifiée au niveau des guichets automatiques (+ 11 %, soit 24 nouvelles unités installées). Le nombre de DAB/GAB s'élève à 354 sur la zone, dont 195 en Nouvelle-Calédonie, 158 en Polynésie française et 1 à Wallis-et-Futuna.



Wallis-et-Futuna • Photo T. Nogaro



Polynésie française • Bouteilles de monoi • Photo IEOM

¹ A l'exception de GE Money.

² La CDC n'est pas un établissement de crédit au sens de la loi bancaire mais est intégrée, par convention, dans la catégorie "Institutions financières spécialisées" des établissements de crédit hors zone d'émission.



Polynésie française • Iles Marquises • Photo E. Line

Ces évolutions s'accompagnent d'une augmentation toujours soutenue du nombre de cartes bancaires en circulation en Nouvelle-Calédonie, avec plus de 178 000 cartes bancaires fin 2009 (+ 9,3 %), alors qu'en Polynésie française leur nombre est en recul pour la deuxième année consécutive, avec 190 415 cartes en circulation (- 1,1 %).

Le nombre de comptes bancaires ouverts s'est accru de 0,4 % en Polynésie française (soit 371 142 comptes) et de 4,7 % pour la Nouvelle-Calédonie (soit 425 486 comptes).

Au 31 décembre 2009, le taux de bancarisation³ atteint 0,71 en Nouvelle-Calédonie et 0,79 en Polynésie française, soit des niveaux de bancarisation inférieurs à ceux enregistrés en métropole (1,16 en 2008) mais proches de ceux des DOM (0,78 en 2008).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DE GUICHETS DANS LES COM

	2007	2008	2009
Etablissements de crédit locaux	17	17	17
Banques	9	9	9
Sociétés financières	8	8	8
Guichets bancaires ¹	147	149	149
Guichets automatiques	295	320	354

¹ Y compris guichets périodiques
Source IEOM

³ Nombre de comptes à vue par habitant.

L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Les banques polynésiennes enregistrent une baisse du produit net bancaire (PNB) et une nouvelle dégradation du coût du risque qui conduisent à un net recul de leurs résultats nets. A l'inverse, les banques calédoniennes affichent une nouvelle progression de leur activité et de leurs résultats.

Au 31 décembre 2009, le bilan total agrégé de l'ensemble des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'établit à 1 256 milliards de F CFP et affiche une hausse de 3,5 % par rapport à 2008, en net ralentissement par rapport aux années précédentes (+8,8 % en 2008 et +8,5 % en 2007).

Première composante du bilan agrégé, les opérations avec la clientèle représentent 77 % de l'actif et 67 % du passif à fin 2009, progressant de respectivement 3,8 % et 4,6 % sur un an. Le solde de ces opérations se traduit structurellement par un déficit de ressources de 127 milliards de F CFP en 2009, en amélioration toutefois de 2 milliards de F CFP par rapport à la fin de l'année 2008. Les banques calédoniennes contribuent à hauteur de 66 % à ce déficit contre 36 % pour les banques polynésiennes.

Les fonds propres, nets des valeurs immobilisées, se sont renforcés de plus de 2,5 milliards de F CFP pour s'établir à 95 milliards de F CFP.

Le bilan agrégé des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique présente globalement un besoin de financement de 41 milliards de F CFP au 31 décembre 2009, en baisse de 11 % sur un an. Ce recul est la conséquence d'une forte diminution du besoin de trésorerie des banques calédoniennes (-22 % à 40 milliards de F CFP) dont l'activité en 2009 a été marquée par un ralentissement de la croissance des encours de crédit et une collecte de dépôts toujours vigoureuse. Les banques polynésiennes enregistrent pour la première fois depuis 2006 un besoin de financement d'environ 5 milliards de F CFP. Ce besoin de trésorerie est lié à une baisse de la collecte de dépôts (-0,7 %) concomitante à une légère progression des encours de crédit (+0,3 %).

Le produit net bancaire (PNB) des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique dépasse désormais la barre des 50 milliards de F CFP et son rythme de croissance s'est redressé sur l'exercice 2009 (+2,5 %) par rapport à 2008 (+0,8 %), sans toutefois atteindre le niveau des années précédentes. Principales contributions au PNB, les opérations avec la clientèle enregistrent une progression de plus de 10 % sur l'exercice.

Cette évolution masque toutefois des situations contrastées selon les géographies. Les banques calédoniennes affichent un PNB en progression de 8,4 % (contre +2 % en 2008) sous l'effet d'une forte croissance des intérêts nets sur les opérations avec la clientèle (+15 %) alors que la contribution des opérations interbancaires demeure négative. A l'inverse, les banques polynésiennes voient leur PNB reculer de près de 3 % sur l'exercice 2009, en rupture avec la croissance observée sur les dernières années. Cette baisse est la conséquence d'un recul des commissions nettes (-5 %) et de la contribution négative des intérêts nets sur les opérations interbancaires (-2,1 milliards de F CFP contre -0,5 milliard de F CFP en 2008).

Sur les deux géographies, les marges sur les opérations avec la clientèle sont en nette progression sous l'effet d'une baisse sensible du coût de la collecte de dépôts alors que le rendement moyen des crédits diminue plus modérément.

Le coefficient net d'exploitation¹ s'établit globalement à 56,6 %, soit un niveau relativement stable par rapport à 2008 (56,7%). En Nouvelle-Calédonie, cet indicateur est reparti à la baisse (-2,4 points) et s'élève à 54,8 %. En revanche, le coefficient net d'exploitation des banques polynésiennes se dégrade de plus de 2 points (58,3 %) sous l'effet du recul du PNB.

Le résultat brut d'exploitation des banques des collectivités d'outre-mer du Pacifique s'améliore de 3 % sur l'exercice 2009, en raison d'une croissance modérée des frais généraux (+2,4 %) et d'une baisse des dotations aux amortissements (-5 %).

Le coût du risque s'élève à 6 milliards de F CFP à fin 2009, soit un niveau deux fois plus élevé qu'en 2008 (2,7 milliards de F CFP). Cette forte dégradation est exclusivement liée à la situation des banques polynésiennes qui subissent de plein fouet les effets de la crise économique qui touche les principaux secteurs d'activité (perliculture, hôtellerie, tourisme). Le taux de créances douteuses des banques polynésiennes

L'activité bancaire en 2009 a été retracée à partir des données agrégées relatives aux neuf banques de l'ensemble des collectivités d'outre-mer du Pacifique affiliées à la Fédération bancaire française (FBF), donc à l'exclusion des sociétés financières.

¹ (frais généraux + dotations aux amortissements) / produit net bancaire. Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

s'est aussi sensiblement dégradé (+2 points) et s'établit à 8,4 % au 31 décembre 2009, alors qu'en Nouvelle-Calédonie il se maintient toujours à un niveau historiquement faible (2,4 %).

Le résultat net s'établit à 8,5 milliards de F CFP, en recul de 20,2 %. Cette évolution est très largement imputable aux

banques polynésiennes qui voient leurs résultats nets baisser de 57 %, conséquence du recul du PNB et d'un nouvel alourdissement du coût du risque. A l'inverse, le résultat net des banques calédoniennes est en hausse de 3,6 % en 2009 en raison de la progression du PNB, d'une bonne maîtrise des frais généraux et de la stabilité du coût du risque.

BILAN AGRÉGÉ DES BANQUES FBF EN MILLIONS DE F CFP

	2005	2006	2007	2008R	2009P	VARIATIONS ANNUELLES EN %
Actif						
Opérations de trésorerie	195 606	202 894	220 544	239 887	249 649	4,1
Opérations avec la clientèle	706 315	772 262	848 287	927 784	962 682	3,8
Opérations diverses	27 852	35 911	29 533	28 974	28 226	-2,6
Valeurs immobilisées	16 282	15 729	15 922	16 211	15 134	-6,6
Total actif	946 055	1 026 796	1 114 286	1 212 856	1 255 691	3,5
Passif						
Opérations de trésorerie	224 092	232 253	242 272	286 060	290 788	1,7
Opérations avec la clientèle	610 615	678 128	744 425	799 023	835 561	4,6
Opérations diverses	19 370	22 162	23 132	19 269	19 348	0,4
Capitaux propres	91 978	94 253	104 457	108 504	109 994	1,4
Total passif	946 055	1 026 796	1 114 286	1 212 856	1 255 691	3,5

RÉSULTAT AGRÉGÉ DES BANQUES FBF EN MILLIONS DE F CFP

	2005	2006	2007	2008R	2009P	VARIATIONS ANNUELLES EN %
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-2 447	-2 541	-2 475	-3 157	-5 759	82,4
(+) Opérations avec la clientèle	36 568	38 208	39 588	40 846	45 034	10,3
(+) Opérations sur titres	206	24	172	86	-249	-389,5
(+) Autres opérations	9 936	10 653	11 553	11 787	11 796	0,1
(=) Produit net bancaire	44 263	46 344	48 838	49 562	50 822	2,5
(-) Frais généraux	24 416	25 354	26 331	27 415	28 079	2,4
dont frais de personnel	15 601	16 261	16 788	17 374	18 029	3,8
dont services extérieurs	8 053	8 299	8 740	9 235	9 294	0,6
(-) Dotations aux amortissements	2 469	2 260	2 285	2 227	2 115	-5,0
(-) Divers	-1 347	-1 440	-1 429	-1 508	-1 435	-4,8
(=) Résultat brut d'exploitation	18 726	20 170	21 650	21 428	22 063	3,0
(-) Coût du risque	1 005	2 174	2 152	2 726	5 979	119,3
Résultat d'exploitation	17 722	17 996	19 498	18 702	16 084	-14,0
Résultat courant avant impôt	17 682	17 701	19 839	18 402	16 018	-13,0
Résultat net	10 726	11 379	11 566	10 678	8 524	-20,2

(r) Révisé

(p) Provisoire